

**ALGER**

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Election-presidentielle-enjeux-d.html>

# Election présidentielle : enjeux d'une nouvelle phase dans le développement du mouvement populaire de contestation du régime

Publication date: mercredi 11 décembre 2019

- Actualité politique nationale -

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

12 décembre 2019. Cette date sera gravée dans la mémoire de la nouvelle génération de citoyens réfractaires à la perpétuation d'un régime basé sur la corruption, le pillage des richesses nationales, l'exploitation de la classe ouvrière, les inégalités sociales, combinés au verrouillage de la vie politique, à la fraude, au mépris.

Elle marque une nouvelle étape dans la mobilisation des masses populaires. Des millions d'hommes et de femmes, l'immense majorité de la population, rejettent le scrutin présidentiel imposé par les autorités, au mépris des revendications démocratiques clamées de façon ininterrompue depuis le 16 février. Ils sortent dans la rue pour le faire savoir.

Quel bond en avant quand on compare cette levée en masse à l'abstentionnisme passif des années précédentes ! Il y a quelques années, une toute petite minorité dénonçait inlassablement le régime des prédateurs et sa démocratie de façade. La masse des citoyens et des jeunes en particulier manifestait un certain fatalisme. Elle cherchait son dérivatif dans la « hargha », ou se laissait manipuler par les diversions de toutes sortes. La plus efficace d'entre elles se jouait dans les stades où le foot-ball faisait oublier à la jeunesse populaire ses tourments face à un avenir bouché. Paradoxe, les stades se sont transformés match après match en foyers d'éruption de l'immense colère longtemps contenue.

Ceux qui affrontaient le pouvoir désespéraient de ne pas récolter les fruits de leurs luttes. Ils subissaient les actions de rétorsion des gouvernants maîtres dans l'art d'intimider les ouvriers en grève, les enseignants protestant contre la dégradation de leur pouvoir d'achat, les journalistes révoltés par l'arbitraire. Le comble, c'est que le pouvoir n'épargnait même pas des opposants adeptes des « réformes » économiques conçues pour grossir les profits des possédants. En d'autres termes il humiliait les gens qui se trouvaient de par leurs intérêts économiques dans le même camp que lui. Le « tort » de cette catégorie de contestataires médiatisés, voire liés à des sphères du régime, était d'exprimer leur désaccord sur les méthodes du pouvoir et sa tendance à monopoliser les richesses du pays au profit de ses clans influents. L'enjeu, la part du butin à octroyer à chaque frange de la bourgeoisie et des couches moyennes, était et demeure encore, en plein « hirak », si important que les détenteurs des privilèges et leurs hommes au pouvoir sont prêts à mettre le pays à feu et à sang plutôt que de perdre un centime de leur part du lion. Du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse populaire ces désaccords entre possédants sont au fond secondaires. Il n'en reste pas moins qu'il convient de souligner ce fait tant l'influence de l'opposition « libérale » sur le mouvement populaire est pour un temps encore forte. Elle tend à restreindre les luttes démocratiques à la seule question des institutions, à évacuer le combat pour changer la nature de classe de l'Etat, pour l'avènement d'un Etat qui exprime les intérêts politiques et économiques des travailleurs et des couches sociales laborieuses.

Aujourd'hui, de larges catégories sociales ne veulent plus vivre comme avant. Elles n'acceptent plus le diktat d'une caste qui régent le pays et accapare ses richesses comme s'il constituait son patrimoine privé.

C'est le sens du refus de se plier à une élection présidentielle dont la finalité se réduit à trouver un remplaçant à Bouteflika sans toucher aux bases économiques des possédants, sans renvoyer les responsables les plus rejetés par le peuple, notamment les plus dangereux d'entre eux pour l'avenir du pays, ceux qui détiennent les moyens de mettre au pas les citoyens. Sans renoncer avec les fraudes électorales et le bâillonnement.

Le départ de Bouteflika n'a apporté aucune liberté démocratique. Bien au contraire. La répression et les intimidations touchent d'innombrables citoyens pour le simple fait de manifester, de critiquer ou de brocarder par une caricature mordante les gouvernants qui occupent le devant de la scène.

Quels que soient les résultats de cette comédie électorale, un pouvoir sans base électorale digne de ce nom se place dans une crise politique insoluble. Il ne pourra pas gouverner à moins d'opter pour une dictature ouverte ou fardée sous un paravent constitutionnel comme il semble en avoir fait le choix. Et de compléter ce choix par la recherche de soutiens extérieurs pour faire face à l'insubordination de la majorité de la population. Ces soutiens sont nécessairement combinés à des concessions de nature à apaiser la colère de franges de la bourgeoisie maintenues

à l'écart des centres de décision et de partage des privilèges. Il va de soi que ces nouveaux arrangements entre possédants se trament sur le dos des masses laborieuses. En premier lieu aux dépens de la classe ouvrière, créatrice de la plus-value, vouée à être laminée par une nouvelle vague de réformes qui font consensus dans toutes les fractions de la bourgeoisie, au pouvoir ou dans l'opposition.

Dans tous les cas c'est la classe ouvrière et les couches prolétarisées qui payeront la facture de la réconciliation en cours entre exploités et gros affairistes. C'est la sombre perspective que leur réservent ces rapaces si elles ne parviennent pas à s'organiser de façon indépendante en se dotant d'un parti révolutionnaire de classe. Et en impulsant la formation d'un front démocratique révolutionnaire de nature à faire avorter les plans concoctés pour mener à l'affrontement entre l'armée et le peuple. Cet affrontement est recherché par des forces impatientes d'instaurer un régime rompant une fois pour toutes avec les politiques sociales « populistes ». Islamistes sans barbe, habilement maquillés en modérés dépourvus d'emblème visible, mais tissant leur toile à travers tout le pays, séparatistes bornés ou travaillant main dans la main avec les Etats impérialistes qui les préparent à se manifester au moment jugé le plus propice, ces forces et des éléments fascisants nichés dans le régime manoeuvrent pour créer le contexte favorable du point de vue de leurs intérêts et vision de classe à un tel affrontement.

Les compromis sociaux imposés par le rapport des forces sont vécus par la bourgeoisie comme une entrave à son obsession de s'enrichir de façon illimitée sans rien devoir concéder aux couches prolétariennes. En particulier à un moment où la fonte vertigineuse des revenus pétroliers va déboucher sur un affrontement sans précédent entre les classes antagonistes et où va se poser la question de l'avènement d'un régime qui exprime les intérêts des prolétaires et des couches sociales intermédiaires vivant de leur seul travail.

Le mouvement populaire est placé devant de nouvelles exigences. La protestation contre cette élection présidentielle ne peut être qu'une étape sur la voie peine d'embuches pour un changement radical des bases de classe de la société et de ses institutions politiques.

Zoheir BESSA